



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 21 AOÛT 2015

LGV: les élus charentais veulent un dernier effort

Angoulême a déjà gagné trois dessertes vers Paris et deux liaisons directes avec la capitale. Reste à affiner les horaires.

Ismaël KARROUM
I.karroum@charentelibre.fr

Fin juillet, à la sortie d'une réunion avec Guillaume Pépy, le PDG de la SNCF, Jean-François Dauré et Xavier Bonnefont étaient raisonnablement optimistes quant à l'évolution des dessertes TGV de la gare d'Angoulême à l'horizon 2017. Un sujet qui met le feu aux poudres depuis cet hiver et a réussi à unir politiques de gauche et de droite dans le département. Ils viennent de recevoir la nouvelle proposition de trame de la SNCF. Un projet qui ajoute trois dessertes entre Angoulême et Paris plus deux liaisons directes - une le matin, une le soir - entre la préfecture charentaise et la capitale. «*Ces propositions sont une véritable avancée*», se réjouissent, dans un communiqué commun, Jean-François Dauré et Xavier Bonnefont, épaulés cette fois par Michel Gourinchas.

Mais pas suffisante. «*Il convient d'assurer des liaisons aller-retour Angoulême-Paris de qualité, tenant compte, en terme d'horaires, des contraintes professionnelles*», écrivent-ils à Guillaume Pépy, dans un courrier destiné à obtenir de dernières améliorations.

Des dessertes pour «les acteurs économiques»

Désormais, les élus charentais veulent donc «*affiner*» les horaires. En clair: pouvoir arriver à Paris avant 9h du matin et en repartir après 18h. Dans la trame pro-



Jean-François Dauré et Xavier Bonnefont se réjouissent des avancées dans les négociations avec la SNCF.

Photo archives CL

posée, le TGV direct partirait d'Angoulême à 7h21 pour arriver à Montparnasse 1h47 plus tard, à 9h08. «*Cette proposition renvoie à un horaire tardif d'arrivée à Paris pour les usagers professionnels*», estiment les élus. Même problème le soir.

Et même schéma en direction de Bordeaux. Les élus demandent à la SNCF une évolution des horaires en direction de Bordeaux le matin, afin de permettre une arrivée gare Saint-Jean avant 8h30, avec un départ à 7h46, afin de faciliter la vie d'Angoumoisins travaillant

dans la capitale girondine. Même chose le soir, dans l'autre sens, avec la demande d'un train direct partant de Bordeaux vers 18h.

Rappelant le poids du cognac dans l'économie française et estimant que la gare d'Angoulême aura une aire d'influence de 900 000 habitants (!), les deux élus insistent, dans leur courrier pour que «*la LGV garantisse des dessertes de haute qualité et des horaires de liaisons directes en totale adéquation avec les demandes des acteurs économiques de nos territoires*».

Apprendre à manier l'épée comme un chevalier

■ La compagnie d'arme de Châteaubernard enseigne les techniques d'art martial médiéval ■ Elle espère monter une section jeunes dès la rentrée ■ Rencontre.

Julie KOCH
j.koch@charentelibre.fr

Le parc du château de Lignéres-Sonneville a revêtu ses habits médiévaux. À l'ombre des tours de l'imposante bâtisse, des épées s'entrechoquent. Une dizaine d'apprentis chevaliers s'en donnent à cœur joie, entre esquive et coups d'attaque, sous le regard attentif d'Hervé Pelaud.

«Si vous voulez bicher dans la cour de récré, je vais vous apprendre de nouveaux mots. Un coup à droite c'est à droite et un coup à senestre à gauche. Pas mal niveau vocabulaire non?», s'amuse le quadragénaire. Membre de la compagnie d'arme de Châteaubernard, il enseigne le maniement de l'épée à la

manière des gentilshommes du Moyen Âge. À ceci près que les armes sont en plastique et que ses élèves d'un jour ont entre 6 et 12 ans. Organisée dernièrement dans le cadre de l'Été actif, la séance d'initiation a ravi les enfants. «On veut développer une section jeunes au club. On profite de l'été pour voir si ça prend. On a mené une vingtaine de séances dans tout le département et le bilan est plutôt bon», explique le passionné, trempé de sueur.

Poings, pieds et projections autorisés

Les gamins aussi dégoulinent. La faute à la chaleur, mais aussi à l'énergie dépensée pour attaquer et parer les coups.



Les enfants ont dû se concentrer pour apprendre les différentes postures.

»

Il n'y a pas que des accros au Moyen Âge, c'est ouvert aux gens qui veulent simplement faire une activité physique.

«Les explications c'était intéressant, mais le mieux c'était le tournoi à la fin», sourit Samuel, 12 ans, en reprenant son souffle, les joues encore rosies par l'effort.

«On ne part pas en vacances cette année, c'est bien de pouvoir lui faire découvrir une nouvelle activité. En plus, c'est original», renchérit Christine, sa maman.

Sabine, elle, couve sa fille et sa nièce du regard: «ma fille fait de l'escrime, je me suis dit que ça lui plairait».

«En général, les gens qui viennent de l'escrime sont un peu perdus dans notre discipline», sourit Hervé Pelaud, «l'épée, la distance, les déplacements et la manière de combattre ne sont pas du tout les mêmes». Ici, les poings, les pieds et les projections sont autorisés.

«On se base sur des manuscrits médiévaux qu'on interprète et qu'on complète de manière empirique», poursuit le Segonzacais, passionné par le Moyen Âge depuis tout petit. Quand un club s'est

monté à Châteaubernard il y a deux ans – il compte une petite dizaine d'adhérents –, l'homme n'a pas hésité une seule seconde à sortir l'épée de son fourreau.

Il définit sa discipline comme un «art martial occidental spécialisé médiéval». Lors des entraînements, les adhérents ne se baladent pas en cote de mailles et avec un heaume de fer. «Je suis volontairement venu en tenue de sport classique pour pouvoir ouvrir la discipline au plus grand monde. Il n'y a pas que des accros du Moyen Âge, c'est ouvert aux gens qui veulent simplement faire une activité physique», assure l'éducateur sportif de profession. Les qualités requises sont les mêmes que pour les arts martiaux: explosivité, endurance, rapidité.

Engagé au sein de la ligue Atlantique, le club participe à des tournois classiques, mais aussi à des tournois médiévaux avec tout le décorum: l'épée en fer d'un mètre quarante qui pèse plus d'un kilo dans les mains et l'armure de 32 kilos sur le dos. Il n'existe pour l'instant aucune fédération nationale pour ce sport. «Notre but, c'est d'avoir un agrément de l'État pour faire valider nos diplômes et organiser des championnats», souhaite Hervé Pelaud, qui espère pouvoir transmettre sa passion à de nombreux enfants dès la rentrée.

Contact: 06.48.03.56.70 et <https://www.facebook.com/companie.armes.chateau.bernard>. Entraînement les lundis de 20h à 21h30 dans la salle des fêtes. Enfants à partir de 8 ans.



Le masque d'escrime est indispensable lors des duels à l'épée pour se protéger le visage, même si les épées sont en plastique.

Photos J. K.

Chassenon se met à nu

■ L'association des amis de Chassenon propose une visite des fouilles en cours demain ■ Et une conférence-débat sur l'avenir du site.

Comme chaque année, l'association Les Amis de Chassenon propose une journée aux thermes gallo-romains. Demain à partir de 14 heures et malgré l'agitation qui règne depuis plusieurs mois sur l'avenir des lieux, elle sera fidèle au poste pour faire visiter le site de fouilles. «Lorsqu'il y a un an nous avons programmé les animations 2015, nous avons convenu de renouveler en août les dégustations de cuisine romaine comme les années qui ont précédé», explique Michel Teillon, le président de l'association. Mais en 2015, tout est bouleversé aux thermes et les Amis de Chassenon se devaient donc de changer eux aussi leur programme.»

Un nouveau projet à redéfinir

La seconde phase des travaux - l'installation de la couverture en verre des thermes - a été interrompue. Avant cela, le directeur de Cassinomagus avait quitté ses fonctions. La responsable administrative a fait de même le 1^{er} juillet. Depuis cette date, il n'y a plus de visites des thermes. «Les visiteurs et touristes de l'été se sont interrogés sur le fait que la visite des chaufferies, des piscines et des salles souterraines ne puisse plus être faite. Ils acceptent contraints

Il nous serait agréable d'être rejoints par toute personne du conseil départemental ayant connaissance du dossier.

et forcés de se promener dans le parc de Cassinomagus ou bien pour une moitié, ils repartent furieux», explique le président.

Les Amis de Chassenon sont toujours administrateurs de l'établissement public et à ce titre ils ont été en contact avec le président du Département et avec ses services et connaissent pour partie les évolutions envisagées aux thermes de Chassenon. Ils se proposent donc de répondre autant que faire se peut aux questions que se posent les visiteurs. «Il ne s'agit pas du tout d'engager une polémique aussi bien politique que sur les personnes, mais tout simplement d'informer et il nous serait agréable d'être rejoints par toute personne du conseil départemental ayant connaissance du dossier.»



La visite du chantier sera possible demain à 15h.

Photo et repro CL

En lieu et place des dégustations et autres agapes romaines, les Amis de Chassenon présenteront aux visiteurs, à travers des documents et des images, ce que furent les thermes pendant la période de 1959 à 2009, quand l'association créée par Henri Moreau, un des découvreurs du site, en avait la gestion. Une rétrospective du travail accompli depuis ces décennies par des passionnés d'histoire qui n'avaient qu'une envie, tirer vers le haut Cassinomagus et le faire connaître par-delà les frontières de la commune du département et de la région... Le site des thermes est considéré par les spécialistes comme l'un des mieux conservés de l'époque gallo-romaine.

Les membres de l'association ont été reçus par François Bonneau,

président du conseil départemental et de l'établissement public, qui a précisé qu'il était prévu dans l'immédiat de remettre en place la couverture de tuiles en attendant de lancer un nouveau projet moins coûteux que celui qui a été interrompu, de rouvrir les thermes au public en mars 2016, de pérenniser les fouilles archéologiques sur le site et de confier la gestion des thermes à la communauté de Haute-Charente.

Marie-Françoise CORMIER

Programme de la journée: visite du chantier de fouilles en cours à 15 h, puis présentation de l'expo photo retraçant le passé et le présent des thermes; à 17h, dans la cafétéria du parc, réunion-débat sur la situation présente et les ouvertures d'avenir des thermes antiques de Chassenon.



Une présentation de ce que furent les thermes entre 1959 et 2009 (ici au moment de leur découverte) sera proposée aux visiteurs.

ON EN PARLE

Viticulture : l'UGVC tiendra sa réunion le 15 septembre

COGNAC Stéphane Roy, le président de l'Union générale des vignerons pour l'AOC cognac (UGVC), a invité tous ses adhérents à la traditionnelle réunion des vendanges. Cette grand-messe se déroulera le mardi 15 septembre, à partir de 17 h 30, au Castel, la nouvelle salle polyvalente

de Châteaubernard, près de Cognac. Chaque année, ce rendez-vous important donne le top départ des vendanges dans les 74 000 hectares de vignes des deux Charentes. Les responsables syndicaux y commentent les derniers chiffres de la filière et les ingénieurs agronomes du BNIC y détaillent les derniers contrôles de maturation des grappes. Un thème spécifique y est par ailleurs abordé : il sera cette fois question du développement durable - sujet délicat pour des professionnels de la vigne à qui l'on reproche souvent d'utiliser trop de produits phytosanitaires.



Stéphane Roy, le président de l'UGVC. PHOTO OLIVIER SARAZIN

Les Amis de Chassenon ne désarment pas

CHASSENON Samedi après-midi, à partir de 14 heures, l'association des Amis de Chassenon organise sa « traditionnelle journée » au parc archéologique de Cassinomagus. Au programme, visite du chantier de fouilles en cours (à 15 heures), exposition photo « retraçant le passé et le présent des thermes mis à mal » puis « réunion-débat » (à 17 heures). « Compte tenu d'une actualité brûlante, la manifestation revêtira une forme particulière », indique le président Jean-Michel Teillon, allusion à l'abandon pur et simple du projet de valorisation des thermes gallo-romains par la nouvelle majorité (pour mémoire, le nouveau président François Bonneau a décidé de réaffecter aux travaux routiers et au réseau très haut débit, 7 millions des 10 millions d'euros, promis au site. « Une actualité brûlante », poursuit Jean-Michel Teillon. Jadis élevés au bord de la via Agrippa, ces thermes s'élèvent encore sur trois niveaux, fait rare, des conduites techniques aux bains.

té brûlante, la manifestation revêtira une forme particulière », indique le président Jean-Michel Teillon, allusion à l'abandon pur et simple du projet de valorisation des thermes gallo-romains par la nouvelle majorité (pour mémoire, le nouveau président François Bonneau a décidé de réaffecter aux travaux routiers et au réseau très haut débit, 7 millions des 10 millions d'euros, promis au site. « Une actualité brûlante », poursuit Jean-Michel Teillon. Jadis élevés au bord de la via Agrippa, ces thermes s'élèvent encore sur trois niveaux, fait rare, des conduites techniques aux bains.

Dessertes LGV : les doléances des Charentais

TRANSPORTS Les élus demandent un effort au président de la SNCF

Jean-François Dauré, président du Grand Angoulême, Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême, et Michel Gourinchas, maire de Cognac et président du Grand Cognac, viennent d'adresser un courrier à Guillaume Pépy, le président de la SNCF. Les élus locaux y louent les avancées dans le délicat dossier des dessertes TGV à l'horizon 2017, quand la ligne LGV Tours-Bordeaux sera en service, mais demandent un nouvel effort, un « dernier pas » à la SNCF.



Des trains plus matinaux vers Paris et Bordeaux ? C'est le souhait des élus... PHOTO T. KLUBA

MM. Dauré, Bonnefont et Gourinchas souhaitent que le premier train vers Paris, le matin, arrive avant 9 heures à Montparnasse et non à 9 h 08, comme cela a été envisagé. Pour ceux qui travaillent, ont des rendez-vous importants, le détail est important. Autre doléance : que le retour puisse se faire un peu plus tard, vers 18 heures au départ de Paris et non 17 h 19. Enfin, les élus veulent un TGV plus matinal vers Bordeaux (arrivée vers 8 h 30) et un retour à Angoulême aux alentours de 18 h 35 (avec poursuite du trajet vers Paris).

Bonneau n'a pas signé

Dans leur courrier, les élus mettent en avant l'importance d'une « aire d'influence de plus de 900 000 habitants » et le poids du négoce cognacais, dont les cadres voyagent beaucoup, notamment vers Paris.

Jean-François Dauré, à qui l'on doit cette initiative, regrette que François Bonneau, nouveau président du Conseil départemental, n'ait pas signé la lettre. « C'est une énorme erreur, regrette-t-il. Il y avait urgence à envoyer ce courrier maintenant, bien avant le 1^{er} septembre, date à laquelle la SNCF cale ses horaires ».

François Bonneau répond ne pas apprécier la méthode : « Nous avons deux heures pour signer ce courrier déjà ficelé, dont la rédaction et les arguments méritaient quelques retouches. Je ne suis pas opposé à cette démarche groupée, mais encore faut-il que la concertation soit réelle ! »

Le Département bloque un projet au Sénégal

SOCIAL Le projet de réinsertion du foyer Jeanne-d'Arc n'a pas reçu l'agrément départemental. François Bonneau évoque des risques « politiques et sanitaires »

SOPHIE CARBONNEL

s.carbonnel@sudouest.fr

En dix ans d'existence dont cinq en collaboration avec la Charente, le projet Sénégal créé par le directeur du foyer Jeanne-d'Arc, Laurent Marcille, n'avait connu pareille sanction. Il se heurte pour la première fois à un refus, celui du Conseil départemental présidé par François Bonneau. Pour rappel, l'objectif du projet qu'il a initié est simple : envoyer une vingtaine de jeunes en difficultés de tous les départements de France pendant trois à cinq mois dans un foyer à Fatick au Sénégal.

L'environnement, le dépaysement, la solidarité... Toutes ces valeurs aideraient les jeunes à reprendre pieds et à ne pas retomber dans la délinquance à leur retour en France. Chiffres à l'appui, Laurent Marcille montre que sur les 120 jeunes partis au Sénégal en cinq ans, 60 % d'entre eux n'ont pas récidivé.

« Risques sanitaires »

Cette déconvenue, le directeur du foyer la vit mal, très mal. Lui qui est un amoureux de l'Afrique, qui depuis 2005 travaille en étroite collaboration avec une association sénégalaise ne peut que trouver « injuste » la décision du Département. Mais François Bonneau est inflexible.

Au bout de cette période expérimentale de cinq ans, la convention d'agrément aurait dû être renouvelée pour quinze ans si l'évaluation était positive. Et c'est justement là que ça coïncide.

« Quinze ans c'est beaucoup mais la convention est ainsi, les termes sont très clairs, explique François Bonneau. La décision a été prise par une commission après une réflexion approfondie. Il se trouve que les résultats de ce projet sont en demi-teintes. Dans ce contexte, il n'est pas souhaitable de continuer. » Mais la principale raison évoquée par la commission départementale



Au Sénégal, devant le bâtiment qui accueille les jeunes en difficulté, on fêtait les dix ans d'existence du projet cette année. PHOTO ARCHIVES DR

n'est autre que le risque de « confier des mineurs loin du territoire national », dans un pays où des « problèmes politiques et sanitaires peuvent advenir. »

Des risques assombrés en 2014 par une affaire de viol sur mineure dont l'enquête n'a pas abouti, et que François Bonneau souffle du bout des lèvres.

Laurent Marcille bouillonne. « L'argument des risques géopolitiques, franchement... J'ai plus peur de me faire péter la gueule à Châtelet qu'à l'aéroport de Dakar. Pour le reste, on rencontre une à une les familles accueillantes. Là-bas, ce sont des éducateurs spécialisés, des surveillants. En cinq ans, il n'y a eu qu'un seul incident. Le Sénégal est l'un des pays les plus fiables d'Afrique de l'ouest. »

Des licenciements

Depuis cette décision, le téléphone du directeur du foyer ne cesse de sonner, et les messages de soutien des jeunes y ayant participé dans le passé pleuvent sur les réseaux sociaux. Si Laurent Marcille espère que François Bonneau reviendra sur son choix, il entame une opération séduction avec d'autres départements. « J'en ai déjà quatre sous le coude. Le projet est super, forcément ça intéresse. Donner un agrément, ça ne coûte rien. »

En réalité, ça ne coûte rien si aucun enfant originaire du département d'agrément ne participe au projet. Dans le cas inverse, il faut compter 178,49 € par jour et par jeune, « contre 650 euros dans un centre éducatif fermé », insiste Laurent Marcille.

Début septembre, un groupe de seize jeunes de toute la France devait s'envoler pour le Sénégal. « On a tout annulé », poursuit le directeur. Le refus du conseil départemental de la Charente entraîne, fatalement, une autre déconvenue. Laurent Marcille se voit dans l'obligation de licencier l'ensemble des personnes liées au projet. « 22 au Sénégal et six Français dont quatre éducateurs spécialisés et le chef de service Serge Lebreton », détaille le directeur. Un licenciement qu'il dit obligatoire en attendant de savoir avec qui il va devoir travailler. « Je n'ai pas d'inquiétude pour l'avenir du projet Sénégal. Seulement voilà, j'aurais aimé qu'il continue de vivre avec la Charente. Les élus ont la trouille de tout. Aujourd'hui, l'innovation n'a plus sa place. »